

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 22/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze**

Site de Bretenoux-Biars  
Avenue Jean-Charles RIVET  
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : JR/S 2025-0321  
Code AIOT : 0006802881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 définie par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques relative à la mise en œuvre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII), principalement décliné à travers l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques industriels au sein des ICPE soumises à autorisation.

Le but de cette visite consiste à vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et de la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère
- Code AIOT : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est une installation de fabrication de traverses et de bois d'appareil pour les chemins de fer. Les activités exercées sont le façonnage des traverses et leur traitement par imprégnation à la créosote. Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est classé Seveso Seuil haut de par le stockage et l'emploi de la créosote. Il a été initialement autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral du 30 août 1978. Ces prescriptions initiales ont, depuis, été revues. Actuellement, les installations du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié et complété.

Le site relève par ailleurs de la directive IED de par son activité de préservation du bois au moyen de produits chimiques.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Composés organovolatils (émissions canalisées)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.1	Sans objet
2	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	2) Recensement des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	soumis au PMII		
4	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
5	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
6	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé le recensement des équipements du site entrant dans le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles, qui a conclu à l'absence d'équipements concernés. Ce recensement doit être mis à jour avec les évolutions en cours du site. L'exploitant doit justifier des observations relevées sur les rapports de vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Composés organovolatils (émissions canalisées)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  La concentration de l'ensemble des composés organovolatils exprimées en milligrammes par m <sup>3</sup> (mg/m <sup>3</sup> ) est limitée à la valeur de 110 mg/m <sup>3</sup> , exprimée en carbone total.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapport de contrôle des mesures des rejets atmosphériques réalisées par la société APAVE. Ce prestataire est titulaire de l'accréditation COFRAC n° 1-7202, valide jusqu'au 30/11/2028 notamment pour les activités d'analyses de qualité de l'air. Le rapport des mesures réalisé en contrôle inopiné du 6 au 8 janvier 2025 atteste d'un respect des valeurs limites d'émissions pour les installations «chaudière», «cuve 2ème détente» et «Cyclofiltre». Le rapport des mesures des rejets atmosphériques réalisées les 10 et 11 juin 2025 atteste d'un

respect des valeurs limites d'émissions pour l'installation « pompe à vide ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : 1) Champ d'application démarche PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze de Biars-sur-Cère est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, Seveso seuil haut.</p> <p>L'établissement est soumis à autorisation pour les rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1532-1 (dépôt de bois);</li> <li>- 3700 (préservation du bois);</li> <li>- 4510-1 (produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).</li> </ul> <p>Les installations sont soumises à l'arrêté ministériel du 4/10/2010 et notamment à la section 1 « Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements » appelée ci-après réglementation PM2I.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport présentant le recensement des équipements du site de Biars-sur-Cère entrant dans le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>Ce rapport a été rédigé par l'APAVE en novembre 2017.</p> <p>La méthodologie suivie est issue du « guide professionnel pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 » (DT 90 - avril 2011, UIC - UFIP).</p> <p>Les guides suivants sont également pris en référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport GESIP 2011/01 - Guide de lecture de la réglementation sur les liquides inflammables - Partie stockages (1432 A),</li> <li>- guide DT 93 de juillet 2011 : guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (UIC - UFIP),</li> <li>- guide DT94 de décembre 2015 : guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux,</li> <li>- guide DT 98 d'avril 2012 : guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures- pont de tuyauteries (UIC - UFIP),</li> <li>- guide DT 100 de juin 2012 : guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - caniveaux et fosses humides (UIC - UFIP).</li> </ul> <p>Les documents internes utilisés dans le cadre du recensement sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude des dangers de janvier 2013,</li> <li>- la fiche de données de sécurité de la Créosote EN13991 Grade C, stockée et mise en œuvre sur le site,</li> <li>- tableau de recensement des équipements présents à l'atelier imprégnerie,</li> <li>- schéma PID des process mis en œuvre sur le site (atelier dépotage et atelier imprégnerie).</li> </ul> <p>Après études des réservoirs, tuyauteries, capacités, ouvrages de génie civil (massifs de réservoirs et cuvettes de rétention, structures de tuyauteries inter-unités, caniveaux en béton et fosses humides) et mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité, le rapport conclut que l'établissement EIV Quercy Corrèze de SNCF Réseau de Biars-sur-Cère ne</p>

dispose d'aucun équipement visé par le plan de modernisation.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les installations du site de Biars-sur-Cère sont en cours de modification, conformément au porter à connaissance déposé en novembre 2022 et relatif au projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de mettre à jour le recensement des équipements entrant dans le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles, compte tenu de ces évolutions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun réservoir de gaz liquéfié n'est présent sur le site de SNCF Réseau site de Biars-sur-Cère. Le prestataire en charge du recensement a étudié 8 réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cuves 1 et 2 de créosote de 55 m<sup>3</sup> en stockage horizontal ;</li> <li>- Cuve de vidange du local créosote de 5 m<sup>3</sup> en stockage horizontal ;</li> <li>- Cuve de stockage créosote de l'imprégnerie de 80 m<sup>3</sup>;</li> <li>- Cuve d'égouttage de créosote de 25 m<sup>3</sup> considérée comme horizontale;</li> <li>- Cuve horizontale de gazole non routier pour le poste de distribution de 20 m<sup>3</sup> ;</li> </ul>

<p>- Cuve horizontale de fuel pour la chaudière de la scierie de 10 m<sup>3</sup> ;</p> <p>- Cuve de fuel pour la chaudière des bureaux de 5 m<sup>3</sup>, en réservoir enterré double enveloppe ;</p> <p>Le rapport conclut qu'aucun réservoir n'est visé par le plan de modernisation, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une majeure partie d'entre eux sont horizontaux ;</li> <li>• pour le fuel et le gazole non routier, la mention de dangers attribuée est H411, et les volumes des cuves sont inférieurs à 100 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• pour la cuve de créosote à l'imprégnerie, le produit est solide à 20°C (sa viscosité est donc considérée comme supérieure à 100 cSt à 20°C).</li> </ul> <p>S'agissant du critère retenu pour exclure la cuve de créosote à l'imprégnerie du périmètre d'application du plan de modernisation, l'inspection relève que selon le guide professionnel pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (dit DT 90 d'avril 2011), un exploitant peut exclure un réservoir si les risques sont prévenus tant pour l'intérieur de la cuvette que pour l'extérieur. Des critères prévenant le risque environnemental sont listés dans le guide. Parmi ceux-ci figure le critère suivant (considéré comme suffisant en soi) :  "le produit contenu est un produit visqueux (un seuil strictement supérieur à 100 cSt à 20°C a été retenu) ou un solide fondu (point de fusion &gt; 20°C) qui ne pénétrera pas ou peu dans le sol".  Ce critère est proposé par le guide pour le risque environnemental tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la cuvette.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de tenir la liste des réservoirs soumis à PMII à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : 3) Dossier des réservoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inventaire des équipements concernés par le plan de modernisation, établi par l'exploitant pour son site de Biars-sur-Cère, ne comporte aucun réservoir visé. L'exploitant n'est pas visé par cette prescription.</p> <p>Néanmoins, par sondage l'inspection constate que l'exploitant dispose des divers documents attendus pour constituer le dossier initial de ses réservoirs (plans, matériaux, l'historique des interventions réalisées, etc.).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : 4) Plan d'inspection des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inventaire des équipements concernés par le plan de modernisation, établi par l'exploitant pour son site de Biars-sur-Cère, ne comporte aucun réservoir visé. L'exploitant n'est pas visé par cette prescription. L'exploitant ne réalise donc pas d'inspection externe quinquennale, ni de visite hors exploitation détaillée décennale.</p> <p>L'exploitant explique, toutefois, réaliser une visite annuelle des réservoirs. Ces visites sont programmées et suivies au travers de son outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), qui émet automatiquement un rappel des inspections à réaliser.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li> </ol>



<p>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</p> <p>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li> <li>- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li> <li>- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le prestataire en charge du recensement a étudié 10 tuyauteries et 6 capacités.</p> <p>Le rapport conclut, en le justifiant pour chacune, qu'aucune tuyauterie ni capacité n'est visée par le plan de modernisation. L'exploitant a, notamment, utilisé les dispositions des guides listés au point de contrôle n°1 liées à l'absence de risque environnemental important, pour exempter certaines tuyauteries et capacités du plan de modernisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de tenir la liste des tuyauteries et capacités soumises à PMII à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des</li> </ul>

<p>réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de recensement conclut pour le site SNCF de Biars-sur-Cère qu'aucun massif de réservoirs et cuvettes de rétention, aucune structure de tuyauteries inter-unités ni aucun de caniveaux en béton et fosses humides ne sont visés par le plan de modernisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de tenir la liste des ouvrages de génie civil soumis à PMII à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les emplacements des appareils fixes de lutte contre l'incendie et des extincteurs sont matérialisés sur les sols ou les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les compte-rendu des visites annuelles des extincteurs réalisées par la société LSI, les 15,16 et 17</li> </ul>

juillet 2024 et le 17 juillet 2025.

Le rapport 2025 signale un extincteur disparu au niveau du local maintenance devant le centre de tri, et la charge insuffisante de la cartouche de gaz comprimé de l'extincteur situé au niveau de la station fuel.

- le rapport de la vérification programmée des robinets d'incendie armés (RIA) réalisé par la société Chubb Sicli le 28 octobre 2024. Ce rapport atteste du bon état de 4 RIA, mais signale une fuite de la boîte à eau sur le RIA du bâtiment planeurs due à un joint endommagé.

- le rapport de la vérification programmée des poteaux et bouches d'incendie réalisé par la société Chubb Sicli le 27 septembre 2024.

Ce rapport atteste de l'état fonctionnel de 34 appareils. Il porte plusieurs observations concernant les poteaux incendie n°12,13, 14, 16, 17 et 20 en zone 3, qui sont trop bas. La hauteur du demi-raccord central par rapport au niveau du sol est insuffisante.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier des actions correctives réalisées suite aux rapport de contrôle annuel 2025 des extincteurs, des RIA et des poteaux incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois